



| |
|---|
| Travaux d'ébranchage aux abords de lignes téléphoniques |
|---|

Cahier des charges

16 octobre 2025

■ **Article 1 - Objet des travaux**

Le présent Cahier des charges technique définit les conditions générales d'exécution des **Travaux d'ébranchage de dégagement aux abords de lignes téléphoniques en lien avec l'achèvement du déploiement du réseau fibre sur le Réseau d'Initiative Publique (RIP) de Vendée Numérique.**

Le présent marché a pour objet les **travaux préparatoires à la pose de la fibre** par le dégagement du réseau téléphone existant pour en permettre l'accès par ébranchage des plantations, limité au besoin de la fibre.

Les travaux comprennent suivant le détail défini dans le présent cahier des charges :

- l'amenée du matériel
- le balisage et la signalisation des zones à élaguer
- l'ébranchage avec du matériel adapté (chenilles métalliques et lamiers proscrits)
- l'évacuation des produits de la coupe
- le nettoyage des zones élaguées
- le repli du matériel, du balisage et de la signalisation sur une autre zone.

■ **Article 2 - Durée du marché**

Les travaux sont prévus sur La fin de l'année 2025 et sur le premier trimestre 2026, suivant le calendrier retenu avec le maître d'ouvrage, sans pouvoir excéder une année.

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

■ **Article 3 : Intervenants**

Conduite d'opération (suivi des travaux)

La conduite d'opération sera assurée par le maître d'ouvrage ou son représentant. Celui-ci sera désigné au moment de la notification du marché.

Maîtrise d'œuvre

Sans objet

Contrôle technique

Sans objet

Coordination sécurité et protection de la santé

Les travaux prévus dans le contrat seront notamment soumis aux dispositions des articles L4121-1 et suivants, ainsi que R4511-1 à R4515-1 du code du travail fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure.

L'entrepreneur et le maître d'ouvrage procèderont dès lors, avant le commencement des travaux relevant du contrat, à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées pour le chantier à intervenir.

Cette information réciproque fera l'objet d'un **plan de prévention des risques** qui devra être établi avant tout démarrage de travaux sur le site.

Les coordonnées du coordonnateur seront précisées lors de la notification du marché.

■ **Article 4 - Description de la prestation**

Les **travaux d'ébranchage** doivent être réalisés de façon à dégager les branches situées autour des câbles téléphoniques.

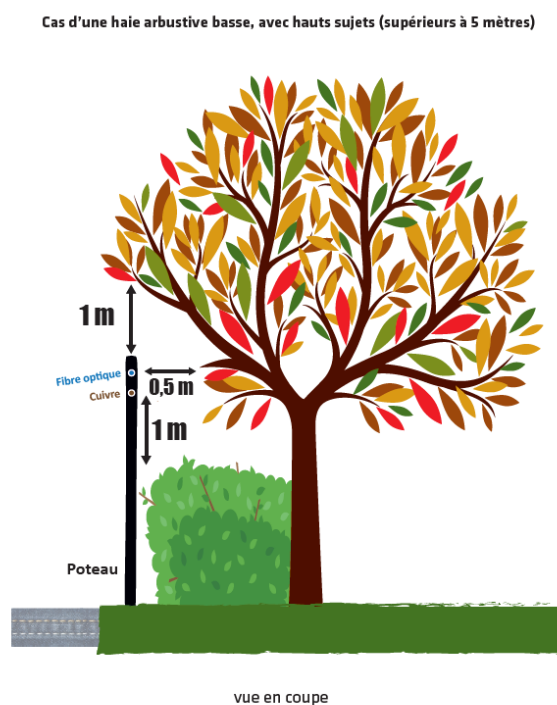
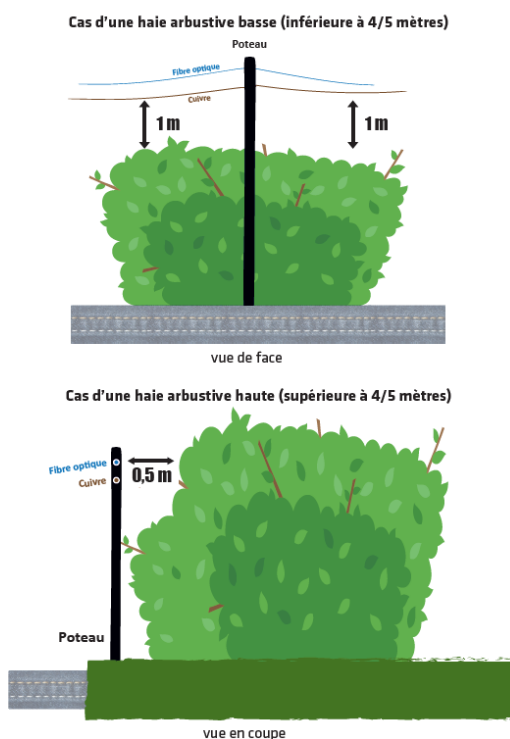
Le nouveau câble fibre optique à poser étant situé au-dessus de la ligne téléphonique existante, il convient de dégager :

- environ un mètre au-dessus de la ligne téléphonique existante
- Environ 50 cm sur les côtés de la ligne
- si nécessaire – cf schéma ci-dessous - environ un mètre en dessous de la ligne existante.



Ne pas reproduire sans l'accord de Vendée Numérique

Schéma d'ébranchage Zone à ébrancher pour les réseaux de télécommunication



■ **Article 5 - Lots géographiques des zones à élaguer :**

Les zones à ébrancher se décomposent en 2 lots géographiques qui se situent dans le sud-est Vendée (lot 1) et dans le nord-ouest Vendée (lot 2) sur les communes suivantes. Les sections ci-dessous sont assimilables à des chantiers.

Lot 1 - Sud Est Vendée - MARAIS POITEVIN

| Communes | Nb de sections | Linéaire (ml) |
|----------------------|----------------|----------------|
| CHAMPAGNE LES MARAIS | 9 | 1987,49 |
| LE LANGON | 1 | 993,71 |
| MOREILLES | 7 | 1451,78 |
| MOUZEUIL ST MARTIN | 2 | 579,68 |
| NALLIERS | 2 | 828,12 |
| PUYRAVAULT | 1 | 82,81 |
| ST MICHEL EN L HERM | 4 | 496,87 |
| Total | 26 | 6420,47 |

Lot 2 - Nord Ouest Vendée - MARAIS BRETON

| Communes | Nb de Sections | Linéaires (ml) |
|-------------------|----------------|----------------|
| LA BARRE DE MONTS | 3 | 230,56 |
| SALLERTAINE | 7 | 624,11 |
| SOULLANS | 19 | 2398,73 |
| ST URBAIN | 1 | 65,06 |
| Total | 30 | 3318,47 |

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier d'autres travaux d'ébranchage sur la durée du marché (1 an), suivant les modalités techniques et financières prévues dans le cahier des charges et dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

■ **Article 6 - Documents préalables au démarrage des travaux**

Planning des prestations

L'entreprise devra remettre au maître d'ouvrage (Vendée Numérique) un planning d'intervention par chantier, avec une mise à jour hebdomadaire, selon le programme établi en début de campagne avec le maître d'ouvrage.

Déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT)

L'entreprise procédera aux DICT auprès des concessionnaires de réseaux concernés.

Elle devra obtenir toutes les informations nécessaires au franchissement de ces réseaux avant le démarrage des prestations.

Un exemplaire de ces demandes et des correspondances avec les concessionnaires des réseaux sera communiqué au maître d'ouvrage à sa demande. Une reconnaissance préalable sera à la charge de l'entreprise.

L'entreprise est responsable de toutes les dégradations qu'elle pourrait causer aux réseaux au cours des prestations. Elle est assurée à ce sujet.

Demandes d'arrêté

L'entreprise devra faire les demandes d'arrêté auprès des autorités compétentes : l'Agence Routière Départementale (RD hors agglomération) et/ou les communes concernées (RD en agglomération et voies communales hors agglomérations) concernées par les prestations, au moins 15 jours avant le début d'intervention.

Il est précisé que Vendée Numérique aura préalablement informé les communes concernées. A titre d'information Vendée Numérique aura également préalablement informé les propriétaires riverains.

■ **Article 7 - Coupe et produits de la coupe**

La coupe est réalisée proprement avec du matériel (scie ou autre) permettant d'obtenir un coupe nette (non broyée) et de ne pas laisser des branches pendre.

Le matériel retenu pour faire une coupe nette est présentée dans le mémoire technique.

Le titulaire est responsable de l'évacuation des produits de la coupe, dont il peut assurer la valorisation à ses frais. Il fait son affaire de l'évacuation des branches et autres produits de la coupe. Il peut déposer les produits de la coupe chez les riverains sous réserve d'un accord écrit du riverain concerné.

Le titulaire ne fait pas commerce de cette activité.

■ **Article 8 - Préservation des câbles**

Une attention particulière est portée à la préservation des câbles téléphoniques. Le titulaire du marché - homme de l'art - est tenu responsable des coupures éventuelles sur le réseau téléphonique.

En cas de coupure, il prévient immédiatement les services d'Orange et de Vendée Numérique.

L'entreprise devra disposer des récépissés des réponses à la DICT des concessionnaires concernés sur chantier et repérer les lignes aériennes concernées par l'élagage.

Elle devra en outre faire les demandes de protection de fils nus auprès d'ENEDIS le cas échéant.

L'entreprise ne pourra pas présenter des réclamations de quelque nature qu'elles soient, du fait que le tracé ou implantation des ouvrages existants l'oblige à prendre des mesures de protection.

Elle prendra toutes dispositions utiles pour ne pas endommager pendant la durée des prestations les différents ouvrages concernés.

Si une interruption du fonctionnement des réseaux du fait de l'entreprise était constatée par le représentant du maître d'ouvrage et/ou les concessionnaires concernés et/ou les riverains, la remise en service sera effectuée aux frais de l'entreprise, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure. L'entreprise sera entièrement responsable de toute détérioration qui pourrait être signalée, ou qui se manifesterait par la suite, du fait de son intervention, sur un ouvrage existant.

En aucun cas, l'entreprise ne pourra se prévaloir d'un accord du représentant du maître d'œuvre l'autorisant pour faciliter son travail à couper ou à modifier, provisoirement ou définitivement, un câble ou quelque autre ouvrage que ce soit.

■ **Article 9 - Chantiers type**

Des chantiers type sont définis par le titulaire dans son mémoire technique, tenant compte :

- de la situation géographique des chantiers : agglomération – hors agglomération
- de la nature de la végétation à ébrancher : haie bocagère avec ou sans grands sujets.

Le mémoire technique précise les matériels et modes opératoires prévus pour ces chantiers.

■ **Article 10 - Balisage et signalisation du chantier**

Une attention particulière est portée sur le balisage du chantier, de façon à préserver tous les usagers de la voie publique (motorisés et non motorisés).

Le schéma de signalisation type du chantier est présentée dans le mémoire technique du candidat.

Le choix du type d'alternat (piquets K10 ou feux tricolores) sera soumis à l'accord du représentant du gestionnaire de la voirie et devra apparaître dans la demande d'arrêt.

Les travaux ne pourront pas débuter avant validation par le maître d'ouvrage ou son représentant du dispositif de balisage et de signalisation.

■ **Article 11 - Préservation des propriétés riveraines**

Les propriétés riveraines sont préservées. Sauf accord expresse écrit des propriétaires concernés, l'accès au chantier se fait exclusivement à partir de la voie publique.

De même, sauf accord express du propriétaire, il n'est pas prévu de travaux en surplomb (nacelles) des propriétés privées, les travaux se faisant exclusivement depuis la voie publique.

■ **Article 12 - Sécurité du personnel sur le chantier**

Aucun chantier ne pourra se dérouler sans la présence simultanée d'au moins deux personnes.

Le personnel devra être en permanence doté d'un vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3, conformément à l'article 134 de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière – 8^{ème} partie : Signalisation temporaire, et de tous les équipements de protection individuels (EPI) appropriés aux risques encourus.

Les engins devront respecter les exigences de sécurité et être conformes aux articles 122-C de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière – 8^{ème} partie : Signalisation temporaire et aux normes en vigueur. En particulier, les parties latérales ou saillantes des engins et véhicules devront être équipés de bandes rétro réfléchissantes rouges et blanches suivant la norme DIN 30 710 et de feux spéciaux suivant les normes ECE-R65 et ECE-R10. Les gyrophares devront en particulier disposer du marquage E sur le cabochon.

En cas de visibilité réduite ou de conditions météorologiques qu'il jugera préjudiciables pour la sécurité des usagers de la route et du personnel de chantier, le représentant du maître d'ouvrage pourra décider de l'interruption des travaux.

La délimitation des périmètres à protéger devra tenir compte des risques potentiels de chute de branches. L'entreprise devra repérer, à chaque interruption du travail sur un secteur donné, et en fin de travail sur ce secteur, les branches restées suspendues dans la ramure, et les en décrocher.

Le titulaire respecte les dispositions prévues par le **Décret n° 2021-1833 du 24 décembre 2021** relatif aux règles de sécurité applicables aux travaux agricoles dans les parcs et jardins et à d'autres travaux d'entretien de la végétation et au travail en hauteur.

Une **fiche d'intervention** est établie préalablement au début des travaux par chaque chef d'entreprise intervenante chargé de tout ou partie des travaux. Cette fiche d'intervention comprend les éléments suivants (article R.717-85-16 du code rural) :

- « 1° L'indication de l'emplacement du chantier, des travaux à réaliser, des équipements de travail utilisés et des dates de début et de fin des travaux ;
- « 2° Un plan ou un croquis du chantier indiquant les accès et voies de circulation ainsi que les végétaux à traiter ;
- « 3° Les risques spécifiques au chantier et au contexte environnant ;
- « 4° Les mesures de sécurité spécifiques au chantier ;
- « 5° La procédure à suivre en cas d'accident ;
- « 6° Les consignes sur l'organisation des secours ;
- « 7° Les consignes sur la conduite à tenir en cas d'intempéries et de phénomènes météorologiques imprévus.
- « La fiche, datée et signée par chaque chef d'entreprise intervenante ou son représentant est communiquée et présentée aux travailleurs avant le début des travaux.
- « Elle est communiquée au chef de l'entreprise utilisatrice lorsque le chantier est réalisé dans le cadre des dispositions prises en application de l'[article L. 4511-1 du code du travail](#).
- « Un exemplaire de cette fiche est disponible en permanence sur le chantier.
- « La fiche est conservée pendant deux ans à compter de sa date de signature.
